

Subsides

appris que le moyen le moins efficace de créer des emplois et d'encourager l'entreprise dans ce pays, est de s'appuyer sur le principe qu'on peut y arriver en augmentant les dépenses directes du gouvernement. En d'autres termes, nous croyons en l'expansion au moyen d'une diminution d'impôt et non d'une augmentation du gaspillage du gouvernement.

Quelle que soit l'importance que le gouvernement accorde aux mesures destinées à augmenter le taux d'emploi, le budget présenté en 1973 est orienté vers une augmentation du pouvoir d'achat. Ceci est en profonde contradiction avec le budget présenté par le ministre en mai dernier. A ce moment, on pensait, et ce point de vue a été émis par plusieurs ministres, qu'il était inutile d'augmenter le pouvoir d'achat du peuple canadien. On disait qu'il y avait tellement de fuites, qu'une partie si importante serait consacrée aux importations, que l'augmentation du pouvoir d'achat au Canada, proposée par le gouvernement en 1972, ne stimulerait pas l'économie canadienne. En mai 1972, on estimait que seules les importations en profiteraient.

Il est étrange de voir que, dans son budget de 1973, le ministre a délibérément adopté des mesures destinées à encourager non seulement une augmentation du pouvoir d'achat, ce qui, à son avis, était une mauvaise façon de s'attaquer à ce problème, mais a délibérément pris des mesures pour encourager les Canadiens à dépenser au chapitre des importations. C'est un autre revirement très marqué du ministre, mais nous en avons vu bien d'autres au cours d'une année et, parfois, au cours de quelques mois.

Il y a quelques mois, les réductions d'impôt étaient la pire chose qui pouvait arriver. Elles auraient mis le pays en faillite. Il y a un an, une proposition tendant à indexer l'impôt sur le revenu des particuliers était de la pure folie. En mai 1972, toute mesure destinée à augmenter le pouvoir d'achat du consommateur était de la pure folie et ne servirait qu'à aider les importations. En 1973, avec le chômage qui s'est maintenu à environ le même niveau, le ministre a fait volte-face. Il augmente maintenant le pouvoir d'achat et encourage les Canadiens à dépenser au chapitre des importations.

Le ministre peut difficilement nier que ses mesures augmentent, en fait, les pressions concurrentielles qui s'exercent sur les producteurs et fabricants canadiens. Il y en a beaucoup de cas. J'espère que le ministre les étudie. Je suis certain qu'on les lui signale tout comme on me les signale. En Colombie-Britannique, où le taux de chômage est d'environ 8 p. 100, l'industrie du contre-plaqué et l'industrie de mise en conserve du poisson doivent maintenant faire face à une hausse des importations par suite des mesures prises par le ministre. La General Steel Wares, unique en son genre au Canada, se voit maintenant aux prises avec une concurrence accrue des produits d'importation alors qu'une politique plus judicieuse consisterait, il me semble, à favoriser l'expansion et les ventes au pays.

• (1640)

Je pourrais vous citer bien d'autres exemples. Je signale simplement que le ministre a modifié sa politique au cours de l'an dernier; le budget du 8 mai visait entièrement à améliorer la position concurrentielle de l'industrie de fabrication et de transformation canadienne, mais on a oublié tout cela dans le budget de février. Ce budget va aggraver la position concurrentielle de nos industries de fabrication et de transformation. En mai dernier, on nous

[M. Stanfield.]

disait que les mesures destinées à aider l'industrie étaient le seul moyen efficace de créer des emplois; le ministre admettait néanmoins que les mesures proposées l'an dernier mettraient quelque temps à donner l'effet désiré. Mais cette année, on met l'accent sur tout autre chose.

En traitant du budget en mai 1972, j'avais signalé que les propositions du ministre au sujet des amortissements rapides et de la réduction des déductions sur la déclaration des revenus des sociétés relativement à l'exploitation d'une compagnie de fabrication ou de transformation, renfermaient de graves lacunes. Tout d'abord, elles étaient inutiles aux compagnies, qui, malgré leur grande efficacité, subissaient des pertes en raison de la concurrence. Autrement dit, elles ne seraient d'aucune utilité aux industries ne gagnant pas un revenu imposable. Mais ce qui importe davantage, je le signalais alors et je le répète aujourd'hui, c'est que ces propositions n'étaient d'aucune utilité pour les nouvelles compagnies canadiennes. Les nouvelles entreprises ne s'attendent pas à un bénéfice net avant bon nombre d'années. Les propositions du ministre n'inciteraient donc nullement les Canadiens à lancer de nouvelles entreprises de fabrication ou de transformation. Si nous voulons que le chômage diminue de façon satisfaisante, il nous faudra évidemment plusieurs nouvelles industries de fabrication et de transformation au pays. Les mesures du ministre ne représentaient aucun encouragement de ce côté. Troisièmement, ses propositions n'ont rien fait pour encourager les Canadiens à investir dans les entreprises canadiennes et à jouer ainsi un plus grand rôle dans l'économie du pays. Elles sont, à n'en pas douter, aussi avantageuses pour le capital étranger que pour le capital canadien; elles ont autant de valeur pour les filiales étrangères que pour les entreprises d'appartenance canadienne.

Ainsi, quand nous évaluons les propositions budgétaires du gouvernement et disons qu'elles ne répondent pas de façon adéquate et équitable aux besoins du pays, ce qui ressort c'est l'absence d'approche coordonnée, l'absence de vrai leadership. D'après ce que j'ai dit aujourd'hui et ce que j'avais dit dans le début sur le budget, il est évident que le gouvernement n'a aucune stratégie. Il n'a aucun plan, aucune poussée stable organisée. Le gouvernement ne fait que changer ses propositions d'une année à l'autre. En fait, il les change d'un mois à l'autre. Il n'y a pas de suite dans ce qu'il propose. Il n'y a que le spectacle d'un gouvernement qui fouille dans un sac à surprises rempli de politiques non reliées entre elles pour pallier une crise à un certain endroit ou certain besoin d'opportunisme ailleurs, et c'est certainement un faux luxe que nous ne pouvons nous permettre aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Comme pays, nous devons compter sur l'appui que nous assurera une association étroite entre le public et le secteur privé. Nous sommes un pays qui doit croire en lui-même et investir en lui-même. Nous savons tous que ce sont des vérités fondamentales. A la lumière de ces vérités, comment le gouvernement a-t-il réagi au fait que le niveau général d'échecs commerciaux l'année dernière, tout particulièrement chez les petites entreprises, a été sans précédent depuis la dépression? La réponse est très simple: le gouvernement n'a pas réagi.

Comment a-t-il réagi au fait que les petites entreprises au Canada souffrent d'un manque grave de capitaux—je veux parler tout particulièrement des capitaux propres à l'expansion ou au lancement de nouvelles